

Convention collective nationale

IDCC : 1468. – **CRÉDIT MUTUEL**
(29 juin 1987)

ACCORD DU 18 JANVIER 2011
RELATIF À LA MOBILITÉ VOLONTAIRE INTERFÉDÉRALE

NOR : ASET1150869M

IDCC : 1468

PRÉAMBULE

Les signataires du présent accord confirment leur volonté exprimée dans l'accord-cadre sur la mobilité volontaire interfédérale, créé le 18 septembre 1986 et modifié le 27 novembre 1991, de faciliter la mobilité volontaire interfédérale au sein des fédérations et organismes entrant dans le champ d'application de la convention collective de branche Crédit mutuel et entendent l'adapter aux réalités technologiques et organisationnelles actuelles.

Les dispositions du présent accord portant modification de celles de l'accord du 27 novembre 1991 s'y substituent de plein droit conformément à l'article L. 2261-8 du code du travail.

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord fixe un certain nombre de règles afin de faciliter la mobilité volontaire interfédérale au sein des organismes entrant dans le champ d'application de la convention collective de branche Crédit mutuel. Cette mobilité volontaire interfédérale résulte soit des candidatures spontanées, soit intervient en réponse à des offres internes.

Les fédérations s'engagent à favoriser les conditions de mobilité entre les groupes, notamment en développant les bourses d'emplois.

Article 2

Information des instances représentatives du personnel

La confédération nationale du Crédit mutuel et les fédérations informent régulièrement les comités d'entreprise, ou l'instance représentative équivalente, des mutations ou des recrutements effectués en leur sein dans le cadre de la mobilité interfédérale.

Les statistiques annuelles sont intégrées dans l'année sociale et dans les bilans sociaux des fédérations.

La confédération nationale du Crédit mutuel informe régulièrement le comité de groupe ainsi que les délégués syndicaux nationaux des mobilités interfédérales.

Article 3

Régime des candidatures

Tout salarié intéressé par un poste disponible dans une autre fédération peut demander, avant de faire acte de candidature officielle, une information complémentaire sur ce poste et son environnement auprès de la direction des ressources humaines de la fédération qui recrute. Ces demandes sont traitées confidentiellement. A profil équivalent, le Crédit mutuel s'engage à donner la préférence à ses salariés.

Tout salarié désirant postuler doit faire acte de candidature en présentant un descriptif de carrière. Il peut faire usage de tout moyen de communication mis à sa disposition par l'entreprise pour accomplir sa démarche de candidature.

Article 4

Traitement des candidatures

Dès qu'une décision de recrutement a été prise, l'employeur qui recrute s'engage à informer par écrit tout postulant du sort réservé à sa candidature. L'employeur qui recrute s'engage à :

- recevoir les candidats du Crédit mutuel lorsque le profil semble correspondre au poste ;
- donner des précisions concernant l'environnement du poste et quelques éléments significatifs sur la fédération, ainsi que la convention collective et les accords applicables au sein de cette dernière ;
- adresser une réponse écrite motivée aux candidats, lorsque ceux-ci ont été reçus. Dans le cas d'une réponse positive, le transfert effectif du salarié interviendra dans un délai qui ne saurait excéder 3 mois à compter de la notification de l'accord d'embauche, sauf accord entre les parties sur un délai différent.

Article 5

Modalités de la mobilité interfédérale

La mobilité volontaire interfédérale fait l'objet d'une négociation préalable entre le salarié et les deux fédérations concernées, assurant la continuité du contrat de travail.

La mobilité se fait *via* une convention de transfert entre la fédération d'origine, la fédération d'accueil et le salarié.

Avec l'accord de l'ensemble des parties, cette convention tripartite peut prévoir une période probatoire qui ne peut excéder 3 mois. Dans ce cas, le salarié dispose également d'un droit au retour dans ce même délai. La convention de transfert fixe dans ces hypothèses les modalités de réintégration du salarié dans sa fédération d'origine.

Article 6

Reprise de l'ancienneté

Les dispositions de la convention collective et/ou de l'accord d'entreprise de l'employeur d'accueil s'appliquent en tenant compte de l'ancienneté acquise par le salarié au Crédit mutuel.

Article 7

Frais de déplacement

Lorsqu'un salarié est convoqué à des entretiens de sélection, l'employeur qui recrute lui rembourse ses frais de déplacement, le cas échéant, d'hébergement, selon les barèmes en vigueur dans la fédération concernée, ou en l'absence de barèmes, sur la base des tarifs SNCF 2^e classe.

Article 8

Frais de déménagement

Les frais de déménagement sont pris en charge par le nouvel employeur selon les règles en vigueur dans la fédération d'accueil.

Lorsqu'il n'existe pas de dispositions spécifiques dans la fédération, un accord doit prévoir les modalités de prise en charge de ces frais, prenant en compte notamment la composition familiale et la distance.

Article 9

Prime d'installation

Une prime d'installation est versée par le nouvel employeur, selon les règles en vigueur dans la fédération d'accueil.

Celle-ci ne peut être inférieure à 1/12 de la garantie ressource annuelle fixée par accord de branche ou par la convention collective de la fédération.

Un supplément pourra être accordé en fonction de la composition familiale.

Article 10

Accueil du salarié

Le nouvel employeur facilite l'accueil et l'intégration du salarié dans son poste de travail et dans son environnement. Il met en place un processus d'adaptation au poste.

Article 11

Prêts en cours

Les deux fédérations et le salarié conviennent des conditions de maintien des prêts en cours et/ou de la mise en place de prêts-relais.

Article 12

Litiges

Tout litige résultant de l'application du présent accord pourra faire l'objet d'un recours devant la direction des ressources humaines de la confédération et, en cas d'échec, devant la commission paritaire confédérale.

Article 13

Application et suivi

Le présent accord, applicable dès signature, annule et remplace l'accord-cadre sur la mobilité volontaire interfédérale du 18 septembre 1986 et son avenant du 27 novembre 1991.

L'existence du présent accord sera portée à la connaissance de tous les salariés.

Les parties signataires s'engagent à en faire annuellement le bilan d'application.

Article 14

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée sauf dénonciation effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception envoyée aux autres parties signataires.

Article 15

Révision et dénonciation de l'accord

Le présent accord pourra être révisé sur demande de l'une quelconque des parties signataires. La partie signataire ou adhérente qui demande la révision le fait par lettre recommandée avec accusé

de réception adressée à l'ensemble des autres parties signataires. Cette lettre indique les dispositions visées par la demande de révision et propose une rédaction des dispositions de substitution envisagées.

Dans les 3 mois suivant la réception de cette lettre, les parties concernées se rencontrent pour examiner les conditions de conclusion d'un éventuel avenant de révision.

La dénonciation du présent accord peut intervenir conformément aux articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. Cette dénonciation se fait par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ensemble des parties signataires. Elle est précédée d'un préavis de 3 mois.

Article 16

Dépôt

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt en deux exemplaires auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris, dont une version en support papier et une sur support électronique, et en un exemplaire auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 18 janvier 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNCM.

Syndicats de salariés :

FOSAB UNSA ;

FEC FO ;

FSPBA CGT ;

SNB CFE-CGC ;

Fédération française des syndicats de banque et établissements financiers CFDT ;

Union nationale des syndicats du Crédit mutuel CFTC.